

Christian de Montlibert

Centre de recherches et d'études en sciences sociales. C.R.E.S.S. Université Marc Bloch, Strasbourg

UNE RELATION BIJECTIVE : Espace social, espace aménagé

Parce que toute pratique suppose un lieu pour se réaliser, parce qu'un groupe social ne peut se concrétiser et prendre la forme d'un groupement organisé pour défendre ses intérêts qu'autant que les interdépendances qui lient les membres qui le composent s'inscrivent dans un espace ; parce que l'aménagement de l'espace, une fois réalisé au mieux des intérêts d'un groupe, continue insensiblement à exercer ses contraintes ; parce que défaire une organisation de l'espace c'est souvent défaire le groupe qui l'a imposée, et, inversement, s'emparer d'un espace c'est souvent bénéficier des investissements qu'avaient réalisés les agents qui l'occupaient antérieurement, les enjeux que représentent l'appropriation et la maîtrise des lieux, des espaces et de l'environnement sont considérables et déterminent l'élaboration de stratégies politiques complexes qui structurent l'économie de ce secteur.

Pourtant, si nombre de travaux cherchent à comprendre comment les espaces deviennent des formes qui sont à la fois les supports et les cadres des pratiques sociales qui s'y déroulent, peu s'interrogent sur les manières dont les représentations et les pratiques sociales, en déterminant les enjeux et des stratégies, conduisent à mettre en forme ces espaces. Le rapport entre l'organisation de l'espace matériel et cet espace particulier — métaphorique bien que très présent — que constitue "l'espace social"¹ (c'est-à-dire

l'espace déterminé par les rapports entre les positions sociales), devrait pourtant constituer l'objet privilégié de tout travail d'analyse de la constitution de l'espace aménagé fut-il restreint à l'espace domestique ou élargi à l'espace urbain. En ce sens, on peut dire, en utilisant un langage mathématique simplifié, que de "l'espace social" à l'espace matériel existe une "relation d'application" qui prend une forme "bijective".

En effet, la détermination de l'espace et des formes qu'y prennent les constructions n'est jamais structurée par les seules caractéristiques fonctionnelles de l'action qui s'y déroule ni fixée une fois pour toutes : les cadres qui la définissent dépendent de l'arbitraire d'une division du travail social. C'est dire que les représentations que commanditaires et réalisateurs (architectes, constructeurs...) partagent de l'action et des situations des groupes d'agents qui y sont impliqués deviennent prépondérantes.

Tout comme la formation du goût précède toujours la détermination de l'utilité, l'aménagement de l'espace est d'abord une pratique de production d'un objet particulier régie par des rapports sociaux, et codée, aujourd'hui par des représentations et des systèmes culturels structurant les actions des agents qui les mettent en oeuvre et structurée par les contraintes attachées aux positions de ces mêmes agents. Comprendre l'importance de ces processus est sans doute une des manières de répondre à l'interrogation

¹ On s'efforcera plus avant d'analyser plus précisément cette "relation" en donnant à l'espace social la définition de P. Bourdieu « *espace multidimensionnel de positions tel que toute position actuelle peut-être définie en fonction d'un espace multidimensionnel de coordonnées dont les valeurs correspondent aux valeurs des différentes variables pertinentes...* ». Cet espace est aussi un champ de forces, c'est-à-dire un ensemble de rap-

ports de force objectifs qui s'imposent à tous ceux qui entrent dans ce champ et qui sont irréductibles aux intentions des agents individuels, ou même aux interactions directes entre les agents "Espace social et genèse des classes". *Act. Rech. Se. Soc.*, 1984, N°52-53, pp 3-12.

d'Henri Lefebvre lorsqu'il se demandait² « *Pourquoi et comment des processus globaux (économiques, sociaux, politiques, culturels) ont façonné l'espace urbain et modelé la ville sans que l'action créative découle immédiatement et déductivement de ces processus* ». En effet, ce ne sont pas des "processus globaux" qui agissent directement sur l'espace urbain, mais bien des groupes d'agents — en rapport les uns avec les autres — élaborant des stratégies — prenant des décisions — guidés par leurs représentations du monde. C'est dire qu'entre la structure de l'espace social et la structuration de l'espace aménagé se développent des luttes entre des agents (individus, organisations, administrations, groupements).

Chacune des formes prises par l'espace apparaît ainsi comme l'expression métonymique de l'action visée par les groupes sociaux qui en ont reçu le mandat et comme l'expression métaphorique des représentations de la société et des formes de domination qu'ils tentent d'y faire prévaloir. L'organisation de l'espace et l'architecture des bâtiments qui l'occupent ne relèvent pas tant d'une logique rationnelle que des logiques sociales qui subordonnent les catégories de pensée qu'utilisent les commanditaires à des "habitudes mentales" élaborés dans des rapports sociaux définis. En somme, tout montre que les agents qui décident l'aménagement ne sont ici comme l'écrit P. Bourdieu, que des « *objets apparents d'actions dont le sujet réel est la structure* ». On comprend que l'organisation de l'espace soit la traduction des formes de la domination réelle (et imaginée), et surtout devienne, en contraignant les actions des individus et en leur imposant une représentation du pouvoir, une expression, sans violence manifeste, de la pérennité de cette domination. Mais, on

comprend aussi que les différentes stratégies élaborées par les agents politiques et économiques pour organiser ou réorganiser l'espace, dépendent de la division sociale du travail de domination donc, de la position des différents univers dans le champ du pouvoir, des positions des groupes d'agents dans chaque domaine et des rapports de force entre les groupes d'agents impliqués. Dans ces conditions, l'investissement politique sur l'aménagement de l'espace est toujours intense ; en ce sens il s'agit bien d'une relation d'application de l'espace social à l'espace aménagé.

Mais l'espace, construit, organisé, aménagé, suscite chez les utilisateurs, une élaboration de représentations sociales. Il devient d'abord un objet de perceptions pour les multiples agents qui l'observent et l'utilisent. Ces perceptions peuvent correspondre aux intentions des constructeurs : c'est souvent le cas des bâtiments du pouvoir qui continuent, grâce à leur architecture de grandeur, de donner une image de puissance ; elles peuvent aussi être totalement différentes des intentions initiales, tant avec le temps et les multiples événements qui s'y sont déroulés, le système de décodage que mettent en œuvre les utilisateurs s'est modifié. Qu'elles correspondent ou non aux codages initiaux — et l'accroissement des différenciations sociales a des fortes chances de les faire de plus en plus diverger — elles n'en sont pas moins le résultat de logiques sociales qui conduisent des individus, de façon le plus souvent peu consciente, à percevoir, projeter, construire ces élaborations symboliques mélangeant des jugements sociaux, des souvenirs, des images et des positions esthétiques. Cette activité cognitive, faite de cet assemblage de jugements de valeurs, de craintes, des bribes de théories parfois tombées en désuétude, de perceptions très codées... est projetée sur un quartier, ses bâtiments, ses places et ses rues qui ap-

² Lefebvre H. *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1988, p. 58

paraissent comme confortables, sales ou propres, dangereux ou non, marqués par des événements historiques, connotés par des images du pouvoir etc.

Ce sont donc des images multiples qui s'entrecroisent dans ce travail de production symbolique ; l'espace de la ville, par exemple, y apparaît diversifié en fonction des pratiques et des rapports entre quartier. Mais au principe de cette élaboration se retrouve sans cesse les appréciations que les agents des divers groupes sociaux portent les uns sur les autres. Parler de la ville, des quartiers, des magasins, des bâtiments publics, de habitat, c'est continuellement parler des habitants, des clients, des usagers. A travers des luttes, qui ne portent pas seulement sur l'appropriation de l'espace mais aussi sur la manière de parler de l'espace, se consolident, se structurent et s'organisent des chaînes de jugements qui finissent par former des portraits d'autant plus cohérents que des interactions quotidiennes viennent le plus souvent les "vérifier". Ainsi par l'usage quotidien de l'espace organisé et à travers les représentations de cet espace se forme et se consolide l'appréhension immédiate des distances sociales donc de l'ordre social établi. Les spécialistes de l'aménagement, (agents politiques, économiques et professionnels) même si leurs représentations de l'espace sont plus complexes dans la mesure où leur expérience et leur savoir structurent en partie leurs activités perceptives, n'échappent pas aux effets directs et indirects de cette élaboration symbolique collective. Il est vrai aussi que par leurs prises de position publiques (déclarations à la presse, conférences, rapports) et semi-privées (conseils, discussions lors des repas d'affaires...) ils participent à ce travail d'élaboration de jugement de valeur qui mêlent inextricablement appréciations sociales et perceptions esthétiques.

Si tout se passe comme si les différenciations sociales — par l'intermédiaire des représentations qu'elles suscitent et qui souvent les légitiment — se projetaient sans cesse sur l'organisation de l'espace c'est que les manières d'appréhender l'espace ne peuvent qu'être isomorphes aux positions relatives des groupes sociaux. Les catégories qui permettent de penser l'espace et d'exprimer le vécu qu'il suscite sont trop dépendantes des conditions d'existence et des représentations constituées antérieurement pour ne pas exprimer cette différenciation sociale. Elles sont aussi trop marquées par les stratégies d'organisation pour ne pas exprimer des effets de domination : les représentations qui affectent l'espace ne demeurent pas longtemps le simple reflet ou l'application directe de la différenciation sociale. L'espace aménagé, construit, bâti, devient vite le point de départ et le support d'un vrai travail d'élaboration de représentations qui, à leur tour, s'insèrent dans l'espace social. C'est dire que la "relation d'application" est aussi "bijective".

La dynamique de construction d'enjeux est le principe de cette relation. Puisqu'il n'est pas de pratique qui ne soit spatialisée, on comprend que l'usage de l'espace donne lieu à controverses et conflits entre des groupes sociaux qui occupent des positions différenciées ou entre des groupes sociaux qui détiennent plus ou moins le monopole d'une pratique. Que les bâtiments, les circulations, l'organisation des quartiers dans la ville ou l'organisation de l'environnement soient l'aboutissement de processus de cristallisation de pratiques de domination, d'objectivation des représentations dominantes ou d'externalisation des effets des stratégies des groupes sociaux dominants, et surtout exercent une emprise et des contraintes de longue durée, contribuant, en quelque sorte, à la pérennité de la domination, (installée dans les choses, elle

n'apparaît plus en tant que telle, mais n'en continue pas moins d'imposer ses contraintes), ne fait que renforcer la valeur des enjeux que représente l'espace. Les relations conflictuelles entre les institutions et les appareils bureaucratiques, multiplient enfin la probabilité d'apparition de controverses et de conflit : les uns et les autres cherche-

ront à faire prévaloir leurs intérêts. Ces dynamiques à l'œuvre dans la constitution d'enjeux spatiaux et d'oppositions d'usages expliquent aussi qu'en élaborant des prises de position sur l'espace on agisse sur les groupes sociaux et les structures sociales.